

G20 : Cannes sera-t-il un sommet d'exception ?

Le 6^e sommet du G20, une rencontre de deux jours qui réunira les chefs d'État des 20 plus grandes puissances économiques du monde, s'ouvre demain à Cannes. Ces 20 économies représentent à elles seules, au niveau mondial, plus de 85% du PIB, presque autant du commerce international et les deux tiers de la population.

Depuis ses débuts, ce forum avait surtout attiré l'attention des observateurs par les mesures de sécurité extraordinaires qui l'entourent (et les coûts qui s'y rattachent), notamment face aux manifestations des groupes altermondialistes. À Cannes, ce sera encore le cas! En effet, dans la foulée des mouvements de protestation des indignés, qu'ils soient de la Puerta del Sol ou de Wall Street, l'aspect sécuritaire sera encore très présent et exigera beaucoup de la part des organisateurs.

Mais au-delà de ces aspects de logistique, ce qui retiendra l'attention de nombreux observateurs, ce sont surtout les résultats concrets auxquels le sommet aboutira. Parce que s'il y a une chose à laquelle ce forum nous a habitués jusqu'à maintenant, c'est que malgré les promesses répétées, notamment sur un plus grand contrôle des marchés financiers, les attentes ont souvent dépassé largement les résultats, et ce, principalement à cause des divisions sur les moyens à déployer par les différents États membres.

Si on ajoute le contexte difficile autour de la crise des dettes souveraines qui assaille toute la zone euro, on pourrait parier que le sommet de Cannes, à cet égard, ne sera probablement pas un sommet d'exception.

Une évolution sur fond de crises

À sa création en 1999, sous l'impulsion de l'ancien ministre des Finances Paul Martin, le G20 se voulait un forum de discussion et d'échange entre les ministres des Finances des 20 plus grandes puissances mondiales afin de répondre à l'onde de choc causée par la crise asiatique de 1997.



Des policiers bloquent l'accès à la Croisette et au front de mer de Cannes, où doit s'ouvrir demain le 6^e sommet du G20.

Cependant, la grave crise financière de 2008 est venue renforcer davantage cette volonté de lutter contre les causes des turbulences sur les marchés financiers. Cette crise, qui a failli emporter le système financier mondial, a été un signal puissant qui a convaincu d'une part ces grands dirigeants qu'il faut absolument instituer des règles claires pour exercer un meilleur contrôle des marchés financiers. Et d'autre part, que cet exercice ne saurait se réaliser dans le cercle étroit du G7, sans la présence des puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde.

En novembre de la même année, Washington est l'hôte d'un premier sommet qui réunit pour la première fois les chefs d'État des 20 grandes économies de la planète. Rapidement, le G20 est devenu le lieu par excellence de discussion et de décision entre les grandes puissances et les thèmes discutés dans cette enceinte dépassent à présent le simple thème de l'économie.

Cependant, cinq sommets plus tard, les résultats significatifs tardent à se matérialiser.

Si quelques avancées ont été réalisées en matière de règles prudentielles, comme la capitalisation des banques, le resserrement du crédit, la limitation des bonus ou encore l'encadrement des milieux bancaires, les derniers mois ont rappelé de manière éloquent que la partie était loin d'être jouée. La volatilité n'a jamais été aussi grande et autant présente dans le paysage financier de notre planète, amenant du coup épargnants, investisseurs et gouvernements à se questionner profondément sur leurs capacités à y faire face et à la juguler. Constat souligné par plusieurs observateurs dont Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie en 2001) qui a rendu un rapport portant sur la réforme du système monétaire et financier international, rapport initié par l'ONU et regroupant plusieurs grands économistes reconnus dans le monde.

Agenda difficile

Déjà, lors de la rencontre préparatoire à Paris du «G20 Finances», qui réunissait les ministres des Finances et les gouverneurs

de banque centrale, les discussions ont été largement monopolisées par la situation critique dans la zone euro et ses impacts sur la stabilité économique mondiale. De plus, des divisions très nettes sont apparues parmi les pays, notamment sur la question de taxer les transactions financières. Cette proposition a été rejetée entre autres par la Grande-Bretagne et les États-Unis et pour cause: en plus de représenter des centres financiers névralgiques sur la scène mondiale, le secteur financier occupe dans l'économie de ces deux pays une place de choix.

Par ailleurs, l'agenda du sommet de Cannes lui-même fait l'objet de dissensions. Alors que les Européens négocient fermement entre eux pour trouver une solution à la crise des dettes souveraines des PIIGS (Portugal, Italie, Irlande, Grèce et Espagne) à travers le fonds européen de stabilité financière (FESF), les États-Unis, eux, sont davantage préoccupés par la menace que fait peser la crise dans la zone euro (et les plans d'austérité) sur les perspectives de crois-

sance mondiale.

Pendant ce temps-là, les Chinois, assis sur leurs grandes réserves de change (plus de 3000 milliards \$), se laissent courtiser par les Européens mais aimeraient mieux qu'on se penche sur le spectre de l'inflation qui est en train de miner leur demande intérieure. Si bien que peu de propositions concrètes ont été formulées pour être soumises à la table lors du sommet de Cannes et qu'on demeurera certainement sur les grandes déclarations vertueuses.

Réalisme exige!

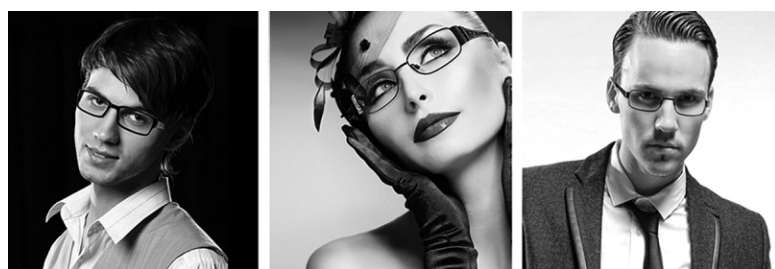
Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que plusieurs observateurs commencent à douter de la capacité du G20 à constituer une réelle forme de gouvernance mondiale. En effet, les épisodes précédents nous ont montré que si les États membres du G20 arrivent facilement et rapidement à s'entendre sur les grandes lignes, notamment en matière de régulation financière et de l'urgence nécessaire de résoudre les problématiques liées à celle-ci, les moyens ainsi que les efforts pour y parvenir sont loin de faire consensus.

D'une part, il n'y a pas de mécanismes contraignants pour faire exécuter les recommandations issues de ces rencontres, ce qui fait que leur application demeure très variable. D'autre part, chaque État incorpore en premier lieu, dans ses choix et calculs, la nature de ses propres problèmes et il opte, le cas échéant, pour les solutions les mieux adaptées à sa situation. D'ailleurs, dans le communiqué final du G20-Finances, le 15 octobre dernier, cette dimension nationale est très claire: «Les pays avancés adopteront, en tenant compte de leurs situations nationales respectives, des politiques de nature à renforcer la confiance et soutenir la croissance».

Disons qu'il n'y a pas lieu de s'étonner: c'est une simple question de réalisme!

Khalid Adnane, économiste

École de politique appliquée, Département d'histoire Université de Sherbrooke



F. FARHAT
LUNETTERIE^{MC}
votre destination pour une bonne vision!



Examen de la vue sur place

*Nous acceptons les prescriptions de l'extérieur

310-OEIL

3 paires de lunettes pour 199\$*
*3 montures + 3 paires de verres simple vision

3 paires de lunettes pour 299\$*
*3 montures + 3 paires de verres progressifs

3 paires de lunettes pour 499\$*
*3 montures + 3 paires de verres progressifs HD